

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité – 31 janvier

1. Démission de C. Taubira : pas une déflagration, mais relève un manque de références de gauche

⇒ Même si les Français en parlent énormément dans les questions ouvertes, **les motivations ou l'interprétation de son départ ne priment pas, y compris à gauche**. On voit à l'inverse beaucoup **d'absence de jugement** dans des réactions souvent un peu surprises, parfois même indifférentes : « *je ne m'y attendais pas* », « *comme ça du jour au lendemain* », « *on ne parle que de ça* », « *Taubira qui est partie, j'ai pas vraiment d'avis là-dessus, c'est un peu loin je m'en fiche* », « *ça me laisse dans l'incompréhension* ».

Il n'y a qu'à droite où les réactions sont plus univoques (presque unanimement satisfaites).

⇒ Interrogés sur les raisons de ce départ, 21% des Français pensent ainsi qu'elle « *a démissionné de sa propre initiative* », 32% qu'elle « *a été poussée à partir par l'exécutif* », mais surtout **47% disent « n'en savoir pas assez pour se prononcer »** - y compris 48% à gauche, où l'on aurait pu penser que les interprétations politiques prévaudraient davantage.

⇒ On retrouve ces résultats en demandant aux Français si ce départ leur donne une meilleure ou une moins bonne image du PM et du PR. **Pour 67% cela n'a « pas d'impact » sur l'image du PR** (61% à gauche), **pour 63% sur celle du PM** (58% à gauche).

Reste que l'impact, lorsqu'il y en a, est plutôt négatif : à 23% contre 14% positif pour le PM ; à 22% contre 11% pour le PR. **La gauche de la gauche est évidemment la plus critique** (38% d'opinion négative pour le PR, 41% pour le PM), même si auprès de cet électorat c'est encore l'absence d'impact qui prévaut : 60% pour le PR, 58% pour le PM.

➤ On retrouve dans les verbatims des sympathisants de gauche (ceux qui ne sont pas seulement factuels ou surpris) les **raisons de ces jugements qui penchent plutôt vers le défavorable, donc les traces – à ne pas surestimer cependant – que l'épisode pourrait laisser** :

- d'une part cela réveille **le sentiment de désaccords permanents qui nuisent à la conduite de la politique**. « *C'est les couacs du gouvernement, ils disent une choses et son contraire* ». « *Ça ne passait plus du tout avec Valls* ». « *Il y a des désaccords au gouvernement, ils disent oui et puis après non* ».

Certains d'ailleurs en tirent la logique de son départ : « *sa démission est nécessaire car elle ne partage pas les mêmes valeurs que le gouvernement* ».

Le récit de la « cohérence gouvernementale » est donc bien présent : « *elle n'était pas d'accord, elle aurait dû le faire il y a bien longtemps* », « *elle ne correspondait au profil pour être dans le gouvernement, c'était son choix* ». **Mais reste que cela interroge sur la cohérence non plus du gouvernement mais de la gauche :** « *il y a un souci au sein de la gauche, ils ne sont pas tous d'accord. C'est dommage pour nous* ».

- Plus profondément, **la perte d'une incarnation bien identifiée, « rassurante », de la gauche :** C. Taubira est décrite par les Français interrogés comme l'une des rares personnalités à porter un discours audible d'affirmation de ses valeurs, même si celui-ci agaçait parfois. « *C'était quand même un symbole de la gauche* », « *quelqu'un qui mène ses convictions jusqu'au bout* », « *on se prive d'une belle personne* », « *une femme de conviction* », ...

Même si l'on ne se disait pas toujours d'accord avec elle (loin de là, les critiques sont aussi présentes) c'est quelque part une forme de fierté qui disparaît, une **capacité de revendiquer des valeurs** qui sont autant de repères dans un moment où beaucoup de doutes émergent sur l'acuité des références auxquelles on se rattachait. Dans la façon dont en parlent les sympathisants de gauche, sa présence jouait en quelque sorte un **rôle de « stabilisateur » qui évitait de se poser trop de questions** (i.e. on voit bien que le monde est plus compliqué que nos repères traditionnels, mais si quelqu'un au gouvernement peut encore les revendiquer aussi forts, cela nous permet de remettre sous le tapis certains doutes...), d'où un côté rassurant.

Toute la question aujourd'hui est sa capacité – ou non – à continuer cette « affirmation » assez attractive, en dehors du gouvernement, en restant crédible. Jusqu'à présent, aucun n'a réussi : les sorties du gouvernement des précédents ministres les ont systématiquement renvoyés dans le camp de la gauche « idéelle » (ou chimérique), celle dont les sympathisants de gauche approuvent certes le discours mais dont ils voient aussi bien qu'elle n'a pas à se confronter à la réalité, ce qui fragilise leur crédibilité (d'autant plus que la réalité est dure et dangereuse...).

Dans tous les cas, **son départ pourrait réactiver la recherche d'affirmation de « pourquoi » ce que l'on fait « est de gauche » :** si les sympathisants de gauche sont prêts à accepter des évolutions de ce que doit être la gauche – poussés en cela par un réel qui les déroute et les inquiète énormément – encore **attendent-ils de voir affirmer ces nouveaux repères, avant qu'ils ne s'y arriment eux-mêmes.**

2. Remise du rapport Badinter et réforme du marché du travail : un volontarisme peu perçu, et des garanties attendues

⇒ La remise du rapport de R. Badinter au PM bénéficie d'une **notoriété correcte** : 65% en ont entendu parler, dont 26% voient précisément de quoi il s'agit.

Il n'est cependant pas vu comme un acte fort : pour 14% seulement de ceux qui en ont entendu parler ce rapport « aboutira à une réforme en profondeur » du marché du travail, contre 48% « à une réforme mais seulement à la marge » et 37% à « aucune réforme ».

La droite (48%) et le FN (57%) parient beaucoup plus sur l'immobilisme que la gauche (24% « aucune réforme »), mais même cette dernière ne semble pas en attendre beaucoup : 54% des sympathisants de gauche anticipent « une réforme mais seulement à la marge » contre 20% « une réforme en profondeur ».

⇒ **Les principes fixés à la réforme du marché du travail** (« *plus de souplesse dans les entreprises, pas moins de protection pour les salariés* ») **laissent sceptiques** : 41% pensent que « *ces deux objectifs sont compatibles* », 59% non. Ces résultats sont **en baisse par rapport à novembre dernier, et plus encore par rapport à septembre** (-6 points), lorsque l'affirmation et l'argumentation sur ces principes avaient été plus clairement relayées.

A noter que **les premiers concernés, les salariés, y croient moins que les autres** (35%, en baisse également).

➤ *Il y a un **discours à réactiver**, pour insister sur les garanties que nous donnons à la protection des salariés dans le mouvement engagée et **ne pas laisser s'étendre le sentiment que les flexibilités octroyées aux entreprises se font nécessairement sans tenir compte des intérêts des salariés.***

*En communication, cela pourrait se faire **dans le nom de la loi qui sera répété à satiété** (loi « opportunités et sécurités économiques », OSE, pour refléter à la fois la levée des contraintes / encouragement à faire, et les garanties / sécurité ?) ; ou **en mettant en avant certaines mesures comme le référendum d'entreprise**, outil puissant pour redonner le sentiment de maîtrise sur les choix qui s'imposent à nous.*

⇒ La majoration des heures supplémentaires est un bon exemple des réticences spontanées mais aussi de ce qui peut les amoindrir :

- d'une part **le pouvoir d'achat reste une ligne difficile à franchir, même au nom de l'emploi** : deux Français sur trois souhaitent **maintenir à 10%, voire augmenter**, la majoration minimum des heures supplémentaires, contre 27% qui accepteraient de « *la supprimer et laisser les entreprises et les syndicats négocier au cas par cas* » (29% au PS, 35% à droite). D'autres sondages confirment ces résultats : ainsi pour Opinionway/Le Figaro, 63% des Français ne souhaitent pas « *permettre aux entreprises de fixer par accord une rémunération des heures supplémentaires inférieure à celle autorisée actuellement* ».
- on voit d'autre part une **défiance réelle à confier ses intérêts aux syndicats**, surtout sur des sujets aussi importants que le pouvoir d'achat, **mais pas forcément à décider par soi-même**. Ainsi 69% seraient prêt à « *permettre aux entreprises d'organiser des référendums auprès de leurs salariés pour décider à la majorité absolue de la durée du temps de travail* » (Elabe) – dont 63% à gauche et 70% au PS – ; 63% à « *permettre aux entreprises de fixer par accord le nombre d'heures supplémentaires au-delà duquel elles sont payées davantage* » (Opinionway) – dont 68% au PS.

➤ **Les réticences semblent finalement moins se jouer sur des critères de principe ou idéologique** (les différences droite/gauche ne sont pas massives ; et seule la gauche de la gauche répond encore de façon vraiment « *princielle* ») que sur la **maîtrise concrète que l'on peut avoir sur les décisions concernant ses propres intérêts**.

*D'une certaine façon, **le réalisme prévaut** : ainsi malgré la possibilité de répondre que l'on souhaite « augmenter » la majoration minimale des heures supplémentaires, seule une minorité de Français (44%) – y compris à gauche (47%) – opte pour cette réponse. Et si plus des deux-tiers ont des réticences à « *laisser les entreprises et les syndicats négocier* », ce réflexe semble **s'amoindrir lorsqu'on leur redonne la main directement par le biais d'un référendum**.*

Cadrer les explications en direction de l'opinion sur ces points d'appui semble nécessaire pour ne pas laisser les interprétations de ce que l'on veut faire flotter, donc risquer de se retourner.

3. Déchéance de nationalité : fin du débat ?

⇒ **La solution proposée** (rapidement résumée dans la question : un terroriste binational sera déchu de sa nationalité, un terroriste français qui n'a pas d'autre nationalité sera seulement déchu des droits liés à la citoyenneté comme par exemple le droit de vote) **est assez bien jugée** :

- **60% des Français se disent « favorables à la déchéance de nationalité sous cette forme »**, 67% au PS, 45% à la gauche radicale, 63% à droite et 58% au FN.
- **54% estiment que « cette mesure respecte les engagements pris par le Président devant le congrès »**, dont 68% au PS, 48% de la gauche radicale, 52% des Républicains et 46% du Front National.

Dans les questions ouvertes, beaucoup moins en parlent – **le compromis proposé n'a pas été vu comme « un nouvel épisode »** – et prévaut surtout toujours la **volonté de passer à autre chose**. Même si une trace de diversion des priorités et de grandes difficultés à trancher semble rester, se reflétant aussi dans les 46% jugeant que les engagements pris devant le Congrès n'ont pas été tenus - qui étaient aussi pour l'opinion des engagements de rapidité et d'efficacité.

4. Taxis : toujours de la compréhension face à la concurrence déloyale.

⇒ **75% des Français jugent « justifiée » la manifestation des taxis contre la concurrence « des chauffeurs de VTC, par exemple Uber, qui sont soumis à des règles différentes »**. Sans clivage partisan, mais un peu géographique : les habitants de la région parisienne sont moins nombreux (63%) à trouver ce mouvement justifié.

⇒ Mieux, l'idée d'une **« taxe d'1€ payée par chaque client de VTC pour alimenter un fond d'indemnisation des taxis compensant la baisse de valeur de leur licence »** est **approuvée par 60% des Français**, résultat remarquable pour une taxe supplémentaire... Là encore sans clivage partisan, mais avec une **petite faiblesse en région parisienne (52%)**.

➤ **On retrouve dans les commentaires les mêmes réflexes qu'en juin : les violences sont condamnées, mais on comprend le désarroi des taxis qui se retrouvent face à une concurrence déloyale.**

L'équilibre à tenir en termes d'opinion ne semble donc pas devoir évoluer : laisser se développer les VTC qui apportent du travail et de la modernité mais réguler pour ne pas laisser se créer des injustices flagrantes. Ce qui implique de se montrer en soutien :

- **non pas de ceux qui veulent entraver les évolutions mais de ceux qui veulent les mettre au service de plus de travail et d'opportunités ;**
- **non pas des taxis qui cassent, mais de ceux qui ont payé très cher leur plaque et se retrouvent aujourd'hui face à une concurrence déloyale à réguler.**

Adrien ABECASSIS